



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



LE JAPON : DECLIN OU MATURITE ?

**Chef de Bataillon LAPOUGE
Collège Interarmées de Défense
Groupe D 6**

INTRODUCTION

" Le Japon va-t-il disparaître " ? Cette phrase lancée en début d'année à la une du grand quotidien le Nihon Keizai Shimbun a donné le ton au " nipponessimisme ". Il a été suivi par

une série d'articles qui comparent le Japon à l'Angleterre à la fin de l'époque victorienne. L'ensemble de la presse occidentale et japonaise a emboîté le pas et c'est tour à tour la " défaite " ou le " crépuscule " du modèle japonais qui sont décrits comme inéluctables.

Au-delà de la faillite du système bancaire et de l'inadéquation du système politique, ce sont des thèmes plus généraux comme la perte des valeurs, la dilution des liens familiaux ou encore la dénatalité catastrophique, qui y sont abordés.

Le Japon est-il alors engagé dans un processus de déclin irréversible comme de plus en plus de commentateurs le craignent ou est-il seulement " en proie aux doutes de la maturité " ?

Le fait est qu'au début de 1997, et malgré une courte embellie en 1996, le Japon entame sa cinquième année d'éclipse, la plus longue depuis 1945. Elle a débuté par l'effondrement des marchés boursiers qui a été le révélateur d'une crise profonde touchant tous les secteurs de la société japonaise (I). Plus encore, il a dévoilé les carences d'un modèle qui avait contribué au miracle japonais mais qui témoigne à présent de blocages structurels (II). Faut-il pour autant " enterrer " le Japon ? Non, si on interprète cette crise comme l'indispensable remise en question avant un nouveau départ (III).

I - UN PAYS EN CRISE

Depuis 1990, l'archipel connaît ses années les plus noires depuis 1945. Pour certains, le Japon " ne représente plus rien pour personne " ; pour les plus optimistes, il vit la fin de sa période héroïque.

-

11 - La tempête des années 90

La faillite de la haute finance japonaise a eu un effet déstabilisateur sur l'ensemble de l'économie japonaise.

111 - L'éclatement de la bulle financière

La période de récession qu'a connue le Japon de 1991 à 1995 est la conséquence directe de l'effondrement des marchés boursiers fin 1989. Celui-ci faisait suite à l'éclatement de la bulle spéculative gonflée par le crédit facile, avec un yen s'appréciant en dix ans de 70% par rapport au dollar (cette hausse est connue sous le nom d'endaka). L'explosion de cette bulle a considérablement fragilisé tout le système bancaire japonais qui s'est retrouvé avec plus de 1800 milliards de dollars de créances douteuses. C'est pratiquement toute l'économie qui s'en est trouvée ébranlée, les sociétés de crédit immobilier ayant connu les plus grosses difficultés. En août 1992, le gouvernement a reconnu pour la première fois que le pays était en crise ; cette déclaration a été suivie de six plans de relance de 800 milliards de dollars, mais qui se sont avérés inefficaces. Une des conséquences les plus visibles a été les démissions de

personnalités du monde des finances. En 1996, aucune mesure réellement nouvelle n'ayant été prise, les observateurs s'interrogent sur une reprise de la croissance. A cette époque, la dette publique représentait 90% du PIB ; du jamais vu dans l'archipel.

Pourtant, après cinq années de désordre, le Japon semblait avoir repris le dessus.

-

112 - L'embellie de 1996 : une courte rémission

D'aucuns, arguant de la reprise de la croissance en 1996, (3,6%, record des pays industrialisés), ont en effet vu la fin des malheurs du Japon.

De fait, en cette seule année, pas loin d'un million d'emplois avaient été créés. Après 4 années d'expansion insuffisante, il s'agissait donc bien d'un sursaut ; toute la question était de savoir s'il pouvait durer. En analysant les causes de cette reprise, l'optimisme ne pouvait pourtant pas être de mise. En effet, l'état avait développé une politique de dépense massive pour financer des grands travaux tout en maintenant des taux d'intérêts particulièrement faibles et en profitant de la dépréciation du yen.

Ainsi, passé une courte embellie, le pays a été replongé dans la récession et pour la première fois depuis le premier choc pétrolier, il a affiché une croissance négative. Plus qu'une reprise, il s'agit plutôt d'une évolution en dents de scie, basée sur le " stop and go " où se succèdent plans de relance et d'austérité.

Il est de fait difficile de parler de reprise économique alors que la consommation des ménages est restée particulièrement faible (le Japon a connu la plus forte baisse mensuelle de la consommation en un quart de siècle). Certes, les exportations à destination des Etats-Unis ont connu une augmentation, mais de plus en plus de gens s'accordent sur le fait qu'elle était en grande partie due à la force de l'économie américaine. La croissance en 1996 n'a rien réglé en profondeur, sachant qu'une de ses conséquences a été au contraire de creuser le déficit budgétaire de l'archipel et d'en faire l'un des plus élevés des pays industrialisés avec 6,3% du PIB. Face à cet endettement, le gouvernement s'est alors engagé dans une politique d'austérité dont des effets déflationnistes sont à craindre.

L'année 1996 n'aura été qu'une courte pause entre deux périodes de crise. Le mal est profond et le Japon n'en finit toujours pas de payer ses spéculations du temps de la bulle financière. C'est alors qu'on a commencé à parler de déclin pour un pays incapable de " redresser durablement la barre ". A tel point que les conjoncturistes japonais et ceux de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) ont prédit au Japon la croissance la plus médiocre du G7 pour 1997.

12 - Une économie toujours malade

Dés avril 1997, ces sombres prédictions semblent se réaliser avec le constat de plus en plus répandu d'un pays surendetté, au bord de la faillite.

121 - Un pays au bord de la faillite

Tout le monde est concerné : l'état, les collectivités publiques et privées, les banques, les ménages... Le secteur bancaire, qui portait une lourde responsabilité, a été le premier et le plus touché par les dettes consécutives à l'éclatement de la bulle en 1991. Le montant des créances douteuses supportées par les banques aurait atteint, selon les dires d'économistes, 3750 milliards de francs, c'est à dire la moitié du PIB de la France. Comme le rapporte le chef économiste de la Deutsche Bank Asia, le système bancaire japonais était alors " en état de faillite virtuelle ". Les deux grandes banques, la Nippon Credit Bank et la Hokkaido Takushoku Bank en sont les victimes les plus connues avec un taux record de " mauvaises dettes " et des plans de sauvetage draconiens prévoyant notamment de laisser tomber en faillite leurs filiales non bancaires (une première au Japon).

Pour les autorités financières internationales, un pays est déclaré en faillite quand il atteint le seuil d'une dette représentant dix fois le revenu. Or, fin 1996, le ratio était de 9,86 ... Non seulement, le Japon est " le plus mauvais élève de la classe des pays industrialisés " (selon le président du patronat japonais), mais il fait même pire que le Mexique... De fait, la dégradation des finances publiques est dramatique avec le déficit budgétaire le plus élevé des pays du G7. Pour donner un exemple, chaque Japonais devrait verser 100 000 francs pour rembourser les seuls emprunts d'état. Cette situation, conséquence directe des plans de relance successifs, trouve son expression la plus forte au travers des sommes vertigineuses déboursées pour les travaux publics. Dans son livre " La vacuité de la richesse japonaise ", Gavan Mac Cormack dresse un réquisitoire sévère contre " les ports de pêche flambant neufs sans bateaux, les aéroports sans avions, les routes dans les campagnes qui ne mènent nulle part, ... ". Cette dilapidation d'argent public a entraîné de multiples faillites, individuelles d'abord, mais surtout bancaires. Pour payer leurs échéances ou tout simplement pour consommer, les ménages se sont trouvés réduits à emprunter auprès de sociétés financières le plus souvent liées aux Yakuza. L'épargne phénoménale que détient le Japon serait-elle alors une solution ? Non, car ce sont surtout les personnes âgées qui la détiennent ; l'image d'une consommation en perte de vitesse est plus que jamais d'actualité.

-

122 - La consommation en panne

En effet, signe extérieur le plus visible, la consommation tarde à se ressaisir. Contrairement aux promesses faites à ses partenaires du G7, ce n'est pas la demande intérieure mais les exportations et les excédents commerciaux qui participent à la croissance renaissante. En fait, la demande privée (consommation des ménages mais aussi investissement) continue de chuter, entraînant, notamment au deuxième trimestre de cette année, un recul du PIB de 2,9%. Ces résultats ne sont cependant pas étonnants au regard d'une pression fiscale toujours plus forte et d'une taxe à la consommation portée de 3 à 5 %. Le gouvernement tablait cependant sur la chute des prix de l'immobilier ou encore le faible niveau des taux d'intérêt pour annuler les effets néfastes de cette augmentation des impôts. Il n'en a rien été. Cette situation est si préoccupante que le gouvernement n'arrête pas de proposer des mesures incitatives, comme l'augmentation du nombre de jours fériés tombant un lundi, appelée aussi le happy monday. Loin d'être seulement anecdotique, cette mesure résulte du constat d'une hausse de la consommation ces jours là. Mais quel sera son impact sachant que l'augmentation de la TVA

décidée au mois d'avril 1997 n'est pas remise en cause et que l'objectif du gouvernement est toujours de réduire le déficit budgétaire à 3 % en 2003. Fin décembre 1997, le plan de stabilisation financé par des emprunts d'état confirme cette politique de rigueur budgétaire.

Le comportement des consommateurs suit les tendances de leur moral, à la baisse au vu d'une reprise annoncée (et qui ne vient pas), d'une déréglementation jugée trop timide et des révélations qui se succèdent sur les scandales financiers impliquant les plus grosses maisons de titre.

-

123 - Des entreprises minées par la corruption

En effet la corruption, longtemps minimisée et cachée au grand public, a éclaté au grand jour. Jusqu'à présent, la pratique des " manches de kimono ", en d'autres termes les pots de vin, avait été décrite comme marginale. Pourtant, dès 1995, c'est tout un système de racket organisé, les sokaiyas, qui est dévoilé avec les dirigeants de nombreuses banques et de maisons de titre faisant des mea culpa publics avant d'être emprisonnés. Les sokaiyas, apparus à la fin du 19^e siècle, correspondent à un " muselage " des actionnaires. Le principe en est le suivant : détenteur de quelques actions dans de nombreuses sociétés, le sokaiya aide le dirigeant lors des assemblées générales, en bloquant les débats par des questions secondaires permettant ainsi de ne pas aborder les questions les plus épineuses ; en retour, il reçoit une rétribution.

Le phénomène n'était donc pas nouveau, mais jamais il n'avait pris une telle ampleur ; tant que l'économie japonaise accumulait les bons résultats, il était simplement toléré, d'autant plus qu'une loi de 1992 contre les organisations criminelles, semblait avoir sonné le glas de ces pratiques. En vain puisque fin 1992 le président du groupe de supermarchés Ito Yokado démissionnait pour avoir été impliqué dans ce type d'affaires. En 1993, c'est au tour du géant de la bière japonaise de reconnaître cette corruption. En 1996, enfin, c'est le prestigieux grand magasin Takashimaya, l'un des plus anciens du pays, qui avoue avoir payé près de 50 millions de francs en dix ans à la mafia... La liste est loin d'être terminée avec récemment l'emprisonnement du dirigeant de la maison de titres Nomura, une véritable institution au pays du soleil levant.

Ces pratiques mafieuses ont d'importants effets sur l'économie en ce sens qu'en permettant d'alimenter les " caisses noires " des politiciens et d'enrichir certaines entreprises, elles conduisent à un gaspillage des fonds publics engloutis dans des projets sans lendemains. Elles sont en outre désastreuses pour l'image du pays et la confiance dans les institutions.

13 - Une société en proie au doute

La découverte de ces affaires a petit à petit coupé les dirigeants du monde économique de la population. Ce climat déliquescents a été renforcé par un désintérêt croissant à l'endroit des hommes politiques et par le discrédit des administrations.

131 - La perte de confiance dans un pays

Le fait est que les " forteresses administratives " ont été fortement ébranlées depuis 1995. Cela a tout d'abord été la gestion plus que maladroite de la reconstruction de Kobé après le tremblement de terre en février 1995. Deux ans après le drame, ce sont autant l'incurie de la municipalité, qui aurait délibérément sous-estimé les risques d'une catastrophe naturelle, que l'indifférence de l'état à l'endroit des sinistrés les plus âgés, qui sont dénoncés. L'état justifie cette absence d'aide par le choix d'une économie libérale qui ne laisse pas de place pour l'assistance. Comment alors faire comprendre à une population traumatisée que ce même Etat débourse des milliards pour éponger les créances douteuses des organismes de crédit en faillite...

Ce sont ensuite les scandales des jusen qui ont éclaboussé les fonctionnaires du ministère des finances ou encore l'impuissance de la police lors de l'attentat au gaz sarin de la secte Aum dans le métro de Tokyo. Comme en France, le ministère de la Santé a également été fortement ébranlé à l'occasion d'une contamination d'hémophiles par le virus du SIDA. La prise d'otage de Lima où le gouvernement japonais avait privilégié un règlement pacifique, et où il n'a pas participé à la libération des otages par des Péruviens employant la force, a été la goutte d'eau qui a achevé de mettre à mal l'inafaillibilité présumée de ces administrations.

Les Japonais ont commencé à douter et à se désintéresser de la vie politique. Jamais le taux d'absentéisme n'a été aussi fort : 40 % lors des dernières législatives. Ce n'est pas un hasard si ce sont des anciens acteurs qui se sont imposés dans des mairies aussi importantes que celles de Tokyo ou encore d'Osaka...

132 - Une perte de repères ?

Un signe de cette perte d'identité se lit à travers le mal-être de la jeunesse des grandes villes, l'accroissement du nombre de SDF, hantant par exemple la gare de Shinjuku à Tokyo, ou encore l'état déplorable de certains hospices. S'il faut relativiser le phénomène d'une jeunesse qui se cherche, volontiers mis en exergue par les journalistes occidentaux et qui concerne principalement les quartiers chics des grandes villes (beaucoup moins le Japon profond et rural), l'apparition de pauvres dans un pays justement réputé pour son homogénéité sociale, est plus préoccupante. Pour de nombreux sociologues, c'est à une véritable crise des mentalités que le Japon se trouve confronté. Les journalistes notent ça et là des signes de la perte des vieilles valeurs japonaises. Ce sont par exemple les enquêtes officielles menées sur des tombes abandonnées (interprétées comme autant d'insultes aux ancêtres), l'éclatement de la famille ou encore l'abandon de traditions comme celle des cartes de vœux à l'occasion de la nouvelle année.

Un indicateur, concret et irréfutable, confirme cruellement ce spleen et ces noirs constats : la dénatalité et son corollaire, un vieillissement préoccupant de la population.

-

133 - Le vieillissement de la population

Si nous insistons sur ce phénomène, c'est qu'il pose une double interrogation. D'une part, il est l'illustration du désarroi des japonais et de l'évolution de la société ; d'autre part, il est annonciateur de problèmes quasiment insurmontables à l'horizon 2015. Les faits tout d'abord. Dans un pays où l'enfant est roi, le taux de natalité est le plus faible au monde : 1,4. Il est logique quand on se réfère à un sondage publié en 1994 : seulement 22,6% des mères japonaises se disaient heureuses d'éduquer et de s'occuper d'enfants, contre 53,7% en Corée et 71,6% chez les mères américaines... Pour certains observateurs japonais, le taux de natalité pourrait même atteindre 1,1 (la moyenne à Tokyo) tellement l'éducation d'enfants est devenue chère et peu gratifiante.

Autant dire que le renouvellement de la population n'est plus assuré et que dans quinze ans, un quart de la population aura plus de 65 ans. Les implications économiques de ce dernier constat sont graves, à tel point qu'il est de plus en plus sérieusement projeté de remettre au travail les retraités et de fixer l'âge de la retraite à 65 ans. Il est également clair que sans mesures de ce type, le système social risque d'imploser avec la sécession des paiements des fonds de retraite. Les soins aux personnes âgées représentent en effet un autre casse-tête, 30% des dépenses médicales étant déjà le fait des plus de 65 ans...

Ce sujet crucial alimente également toute une littérature sur le déclin économique du pays et sa perte de dynamisme ; il montre aussi les limites des options actuelles d'un gouvernement qui a les mains liées. Comment imaginer, dans le long terme, une politique de relance ? Un système de retraite décent passera obligatoirement par des plans d'austérité.

II - LA REMISE EN CAUSE DU MODELE JAPONAIS

On voit bien que, plus qu'un spleen passager, c'est le modèle de prospérité japonais qui se trouve remis en question. De fait, cette crise touche aussi bien les modèles social, politique ou économique traditionnels.

21 - Un modèle social qui ne fait plus recette ?

211 - La fin d'un système

Un phénomène, qui montre la fin d'une époque, réside dans le regret de plus en plus affiché d'avoir sacrifié sa vie au travail. Peu de quadragénaires souhaitent à leurs enfants une vie ou une jeunesse toutes entières fondées sur le travail ou les résultats. Olivier Weber parle alors d'"une espèce de flottement, (d'une) période d'entre deux ères où les valeurs traditionnelles se diluent dans une fin de siècle matérialiste, sans pour autant engendrer un nouveau système de références". Partout, les voix s'élèvent, dans un processus d'autoflagellation, pour constater la fin irrémédiable du miracle japonais et le déclin de la culture japonaise. Exhortant ses compatriotes à réagir, un des écrivains les plus respectés de la nouvelle génération, Ryu Murakami va plus loin encore : "Tant qu'il s'agissait de copier l'Occident, le Japon était

excellent. On a produit des clones et des robots. Maintenant qu'il s'agit d'inventer un autre système, nous sommes moins imaginatifs. "

-

212 - Le poids du modèle social japonais

Pour de multiples raisons, le Japon a conservé jusqu'à maintenant un type de société disparu du reste du monde. La religion Shinto donne des éléments de réponse par le culte de la famille et de la loyauté envers elle qu'elle véhicule. Les idées de Confucius, importées de Chine, poursuivent une même évolution. De fait, la dévotion envers un système semi-féodal resta vivace jusqu'au milieu du 19^e siècle et même les deux ouvertures successives, au 19^e et 20^e siècle, n'entamèrent pas ces racines profondes, maintenant un système clanique à l'ère de l'électronique. De ce particularisme découle un sens aigu de la communauté et le respect toujours vivace de l'autorité ; il explique également l'attachement que les Japonais ont longtemps porté à leur lieu de travail.

Une des conséquences néfastes de cette soumission au groupe a été l'extrême lenteur du processus décisionnel. En effet, chaque institution se doit de recueillir le consensus en son sein puis de le confronter aux autres institutions pour adopter enfin un compromis satisfaisant chaque partie. Peut-on alors s'étonner du temps que prend chaque nouvelle inflexion et donc des tergiversations actuelles sur la nécessité de réformes ? On peut raisonnablement penser que cette architecture sociale constitue un des freins principaux pour sortir de la crise. Le Japon ne paye-t-il pas la dimension sociale de son modèle ? Pour autant, la société japonaise évolue doucement avec une remise en cause de plus en plus perceptible de cet attachement séculaire à la communauté.

213 - L'individualisme sonne le glas du modèle collectiviste

En effet la prospérité a sonné le glas de la loyauté de groupe, de la même façon que l'urbanisation a entamé les liens intra-familiaux. Le taux de divorce a été multiplié par deux en 25 ans. Les relations parents-enfants semblent se distendre ; plus d'un tiers des Japonais comptent sur l'état et non sur leurs propres enfants pour assurer leurs vieux jours. De même au fur et à mesure d'une richesse plus grande, le lieu de travail n'a plus fait l'objet d'une attention prioritaire ; prendre des vacances n'est plus une honte...

Les activités ludiques ne s'inscrivent pratiquement plus dans le cadre du groupe ; c'est le règne des plaisirs virtuels, des ordinateurs et le triomphe de l'individualisme. C'est cette dérive et ses conséquences que dénonce Keiko Yamanaka, écrivain et éditorialiste : " A force de jouer aux jeux vidéo, les enfants ont peur du contact personnel. La vogue du Tamagoshi est à cet égard significative : elle résulte d'un besoin d'individualisme nouveau et de sublimation de la solitude. Finalement, on arrive à une connaissance abstraite du monde ".

L'individualisme, qui poussé à l'extrême peut devenir " atomisation ", générerait selon lui " la résignation, le manque d'initiative et l'infantilisme " ; sombre constat au moment où justement le système politique aurait besoin d'une profonde réforme.

22 - Un système politique à revoir

221 - Une bureaucratisation à outrance

Nous avons rappelé les différents échecs, carences et " affaires " qui ont ébranlé depuis deux ans les différents ministères. Ils ont discrédité le fameux " triangle d'airain " réunissant le monde politique, celui des entreprises et la bureaucratie. Pour bien appréhender la puissance de l'administration, il faut remonter à l'après-guerre où les émissaires américains avaient mis en place un capitalisme de managers étroitement guidés et contrôlés par les ministères. Dans ce cadre, les entreprises jouissaient de la protection par leur ministère de tutelle. Utile, indispensable même pour le redressement d'un pays exsangue, ce système montre à présent ses défauts qui sont ceux d'une absence de transparence et d'une opacité jusque dans la prise de décision. Comme l'exprime Renaud Giraud " les rapports incestueux entretenus entre les fonctionnaires des ministères et les dirigeants des grandes sociétés ont affaibli gravement le rôle régulateur de l'état ".

Conséquence de l'étalement récent de ces pratiques et des carences de l'administration, on assiste au développement d'initiatives non gouvernementales et à la création d'associations et de mouvements de citoyens (près de 100 000 actuellement) qui font office de groupes de pressions sur des sujets variés. Plusieurs exemples l'illustrent : tout d'abord, le plan de mobilisation pour les victimes de Kobé initié par un écrivain et relayé par une centaine de parlementaires et un projet de loi ; ensuite la radicalisation à l'occasion des essais nucléaires français ou du viol d'une fillette par trois GI américains à Okinawa ; enfin, le foisonnement de propositions émanant aussi bien d'oeuvres charitables, d'associations humanitaires, d'entreprises ou de municipalités pour venir en aide aux personnes âgées, véritables oubliées d'un " système de soin à la soviétique " selon les termes d'un journaliste japonais. Pour ce dernier " l'indigence du système de soins pour les personnes âgées n'a d'égale que la toute-puissance de la bureaucratie ".

Sous la pression de l'opinion publique, les conditions semblent donc réunies pour mettre à terre cette hydre bureaucratique. Une incertitude demeure toutefois : le gouvernement, avec lequel ses liens sont plus que tenus, est-il en mesure de mener à bien cet assainissement ?

222 - La sclérose du système politique

On a dénoncé ces derniers temps l'instabilité du système politique japonais ; c'est pourtant sa sclérose qui semble en être le trait dominant. En effet, la vie politique a été depuis 1945 dominée par l'hégémonie du Parti Libéral Démocrate (PLD). Il y eut un semblant d'alternance avec l'arrivée au pouvoir en 1993 d'une coalition instable, puis un retour aux affaires dès janvier 1996 d'un PLD affaibli et obligé de composer en raison d'alliances " contre-nature " qu'il avait dû tolérer pour exercer de nouveau le pouvoir. Les dernières élections d'octobre 1996 donnent de nouveau au Premier Ministre une marge de manoeuvre importante avec un gouvernement monocolore. Les conditions sont donc réunies pour mener à bien les réformes indispensables. Deux éléments laissent toutefois subsister des doutes sur un changement réel. D'une part, il faut rappeler que du temps où le PLD régnait sans partage sur la scène politique, il n'y a eu aucune réforme de fond et au contraire le maintien d'un système

politique archaïque avec répartitions des portefeuilles ministériels en fonction des factions ; un parti majoritaire n'est donc pas une assurance d'action. D'autre part, la situation actuelle du PLD, qui donne l'image d'un bloc derrière un leader incontesté, est trompeuse. Traditionnellement conservateur, ce parti a en effet été obligé de s'ouvrir, notamment à certains socialistes, pour conserver la majorité. De fait, le règne des factions n'est pas terminé et M. Hashimoto, ayant toujours préféré s'appuyer sur l'opinion publique n'est pas un chef de faction. Il tire sa légitimité de sa popularité auprès de la population à qui il a promis des réformes de fond. Malheureusement, son image a été passablement ternie après qu'il ait fait rentrer dans son cabinet un politicien condamné pour corruption. Alors, malgré les signes d'une plus grande transparence comme en témoignent les révélations sur le scandale du sang contaminé concédées par le ministère de la Santé, on constate que le gouvernement reste sous l'influence des groupes d'intérêts et des lobbies politico-affairistes gravitant toujours autour des ministères ; ce qui augure mal de sa réelle capacité à installer une alternance véritable et à réformer le système.

-

-

23 - Un blocage structurel

Au-delà du système politico-administratif, c'est l'économie toute entière qui est soumise à un blocage structurel. Emanant du fascisme et de l'effort de guerre, le système économique japonais, longtemps fierté de l'archipel, est devenu un poids et un handicap pour l'évolution du pays.

231 - Un modèle d'économie archaïque

Il faut remonter à 1940 pour saisir les fondements du système économique japonais. C'est en effet à cette date que le capitalisme japonais, très proche de celui des pays anglo-saxons, a été "militarisé" de façon à soutenir l'effort de guerre. D'inspiration fasciste, cette réforme a donné naissance à des holdings tout puissants, à un nouveau statut de la Banque du Japon sur le modèle de la Reichbank nazie (drainant l'épargne des particuliers pour financer les industries de défense), à un impôt sur le revenu et sur les sociétés (et non plus foncier) et à la disparition de la séparation entre secteur privé et pouvoirs publics. La notion de "coopération" remplace celle de concurrence. C'est à cette époque que la liberté de licencier est retirée et que les syndicats "maison" remplacent les grands syndicats existants. C'est l'instauration de l'emploi à vie et de l'avancement fondé sur l'ancienneté. Certes, les américains ont fait interdire les holdings en 1945, mais sinon tout est resté en l'état avec notamment une connivence entre Etat et entreprises à peine ébranlée et une timide remise en question de l'emploi à vie.

Pourquoi faudrait-il changer de système alors qu'il est à l'origine du miracle japonais et que plus récemment il a permis d'affronter avec succès les chocs pétroliers ? Tout simplement

parce qu'il est devenu un frein au développement du Japon en protégeant les secteurs en crise au lieu d'investir dans ceux qui sont en plein développement et parce qu'il n'est plus adapté à la mondialisation de l'économie.

232 - Des résistances structurelles à l'ouverture et à la déréglementation

Les difficultés actuelles de l'économie nipponne à s'adapter sont effectivement liées à ce système qui érigeait la protection du marché intérieur comme une condition sine qua non du développement. Ainsi, si la volonté de s'ouvrir est réelle, les gouvernements successifs se sont heurtés à des résistances et ont mesuré le chemin qui leur restait à parcourir pour s'affranchir des " blocages structurels comme la complexité du système de distribution ou le carcan juridico-administratif ". Il y eut pourtant des avancées dans la déréglementation, mais elles ont toujours répondu aux exigences des Etats-Unis ou de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et non à une initiative du gouvernement. C'est la menace de représailles américaines qui a provoqué une première brèche dans le secteur automobile ou dans celui du fret aérien. Les avancées quant à la taxation des alcools sont la conséquence de la plainte de l'Union Européenne auprès de l'OMC.

Une vraie ouverture du marché intérieur nippon passe de toute manière par une réforme en profondeur qui allégerait le poids des réglementations qui pénalisent les importations (normes phytosanitaires drastiques) et mettrait fin aux entraves à la concurrence sur le marché intérieur. C'est à ce prix que l'archipel sera de nouveau irrigué par les investissements internationaux dont le flux mondial a septuplé ces quinze dernières années ; le Japon ne figure pas en effet parmi les dix premiers pays d'accueil.

233 - Une économie duale source de déséquilibre

Un dernier trait de l'économie nipponne mérite d'être abordé ; il tient au déséquilibre d'un système dual où cohabitent les entreprises du secteur manufacturier, en bonne santé et qui s'autofinancent, et celles du secteur financier et de la construction, croulant sous les dettes et qui sont à la dérive. Ces dernières entraînent des effets déflationnistes sur l'ensemble de l'économie.

Pour résumer cette situation on parle " d'un Japon qui gagne et d'un Japon qui perd " avec d'un côté des grandes entreprises florissantes, comme Toyota, dont le seul bénéfice avant impôt est équivalent à la valeur en Bourse de Peugeot, de l'autre des petites entreprises repliées sur le marché intérieur. L'effet pervers d'une telle configuration est qu'il peut masquer les difficultés réelles d'une économie. Mais surtout, du fait que ce sont ces petites entreprises qui emploient 70% de la main d'oeuvre, on imagine sans peine les conséquences d'une vraie déréglementation... Elle signifierait des licenciements massifs, l'abandon définitif de " valeurs " comme l'emploi à vie et un taux de chômage autrement important que les 3,6% actuels... Autant dire que cette organisation déséquilibrée de l'économie constitue un frein supplémentaire à des réformes structurelles qui seraient lourdes de conséquences.

Le gouvernement y est pourtant condamné s'il veut, comme il l'a affirmé, se donner les moyens d'un nouveau départ.

III - LES CONDITIONS D'UN NOUVEAU DEPART

Malgré les indicateurs d'une crise que plus personne ne met en doute, il serait à notre avis abusif de parler de déclin. Au contraire, la crise permet bien souvent une remise à plat salvatrice et l'occasion d'un renouvellement. Cela semble être le cas du Japon, d'autant plus qu'il peut toujours s'appuyer sur une puissance économique, certes ébranlée, mais qui reste la seconde du monde.

31 - La prise de conscience de la nécessité de réformes

La remise en cause du modèle japonais, les échecs essuyés, au lieu de mener au découragement, ont été l'occasion d'impulser une nouvelle phase de développement en légitimant des nécessaires réformes de fond. Elles seront facilitées par l'obtention, de la part du PLD, d'une majorité absolue lors des dernières élections. D'aucuns disent que le processus est trop long et se heurte à des résistances politiques ; quoi qu'il en soit, s'il arrive à son terme, le " big bang " annoncé par M. Hashimoto, signifie un bouleversement.

311 - Le " big bang " financier

Le secteur financier étant le plus atteint, ce sont les mesures concernant sa refonte, le big bang annoncé fin 1996, qui sont les plus urgentes et les plus médiatisées. Pressé par les multiples scandales financiers et voulant donner des gages de sa bonne volonté, le gouvernement a même précipité le calendrier en avançant de deux ans la plupart des échéances. Le texte même du préambule accompagnant le rapport sur la réforme du système financier montre bien la relation entre le climat de déliquescence décrit ci-dessus et la forte volonté de changer en profondeur un système inadapté : " Les scandales financiers impliquant des institutions financières sont extrêmement déplorables. Le rétablissement de la confiance (du public) dans les institutions est une tâche urgente ". Cette réforme consiste en une mise aux normes internationales des lois et des règlements japonais, une modernisation semblable à celle qu'avait connu la City londonienne en 1986.

Certains observateurs regrettent la subsistance de protections pour les secteurs les plus fragiles, comme celui de l'assurance vie, ou encore du secteur financier public. Tous s'accordent en revanche pour reconnaître que la réforme concernant les activités de marché est profonde, ce qui ne manquera pas d'entraîner la disparition d'un grand nombre de maisons de titre. Les nombreuses et récentes faillites en sont une conséquence directe.

Mais le big bang financier n'est que la partie la plus visible d'un plan ne contenant pas moins de 2823 mesures de déréglementation et de la mise en oeuvre de quatre processus majeurs.

312 - Des réformes tous azimuts

Le premier de ces processus, et dont le big bang représentait le point d'orgue, est bien sûr la déréglementation. L'idée ne date pas d'hier, mais les succès rencontrés par l'économie japonaise en retardaient d'autant l'application. La récession devait en démontrer l'urgence. En 1995, le ministère de l'industrie et du commerce extérieur, le MITI inscrivait dans son Livre Blanc annuel : " le Japon doit entreprendre des réformes immédiates afin d'édifier une société riche et moderne ". C'est d'abord les télécommunications et la distribution qui ont été concernées, puis une dizaine d'autres secteurs comme le bâtiment, le transport maritime et bien sûr le système financier. L'autorisation de la formation de holdings devrait intervenir au début de l'année 1998.

La restructuration et ses corollaires, la délocalisation des activités ainsi que la mise en oeuvre de la flexibilité de l'emploi, représentent le deuxième train de mesures. Elle s'est faite dans la douleur, mais les entreprises au pied du mur n'avaient pas réellement le choix si elles voulaient rester compétitives. Les résultats n'ont pas attendu avec 14% de la production manufacturière réalisée en dehors de l'archipel (contre 6% en 1991), 5 millions de voitures fabriquées à l'étranger, c'est à dire plus de la moitié de la production... Beaucoup d'entreprises se sont délocalisées en Asie pour profiter du prix de la main d'oeuvre et ont vu leur effectif fondre d'un quart. Les conséquences ont donc été la rupture du " pacte social " avec les mises en préretraite et le " placement " des salariés les moins performants au sein de filiales " dormantes ", véritable chômage caché. En revanche, les entreprises répugnent toujours autant à avoir recours au licenciement sec, signe de reniement et préfèrent embaucher des contrats à durée déterminée ce qui est quand même une mini-révolution.

Au troisième processus correspond une plus grande ouverture qui s'est traduite par une augmentation des exportations dopées par un yen en fort recul, mais aussi par un bond en avant des importations. De la même façon, les prises de participation étrangères dans les firmes japonaises ont augmenté de 50 % en un an. Certains contestent les chiffres arguant qu'une bonne partie des importations provient des entreprises délocalisées ou encore que les investissements réalisés au Japon ne représentent que 2% du total mondial. Il n'en demeure pas moins qu'une tendance est amorcée.

Enfin, et contrairement aux vieilles croyances, le Japon s'est lancé de façon volontaire dans la course à l'innovation. Une fois encore la crise a amené les entreprises à faire évoluer leur stratégie, avec de forts investissements dans le domaine des nouvelles technologies. L'état n'est pas en reste en adoptant un vaste programme d'aide à la science et à la technologie.

Au-delà de cette profonde mutation de l'économie, la diplomatie de plus en plus offensive, depuis l'arrivée de M. Hashimoto au pouvoir, est un signe, sinon de renouveau, du moins de retour à la confiance en un système et un pays.

-

32 - Vers un rôle diplomatique plus affirmé

Si la politique extérieure japonaise n'a pas évolué dans ses grandes lignes avec une priorité toujours donnée au maintien de liens forts avec les Etats-Unis, on constate la volonté de jouer sur la scène internationale un rôle politique plus conforme à sa puissance économique. Ce rôle qu'entend tenir le Japon, s'il est centré sur l'Asie, se veut à vocation mondiale.

-
-
-

321 - Le Japon, de nouveau gendarme de l'Asie ?

Des meilleures relations nippo-américaines, dues à la réduction de l'excédent japonais et à un début d'ouverture de l'économie nipponne ont permis au gouvernement de M. Hashimoto de reprendre la main et, tout en s'appuyant sur leur partenaire américain, de mener une diplomatie plus offensive. La visite du Président Clinton en avril 1996 suivi de la signature d'une déclaration commune " l'Alliance pour le XXI^e siècle " redonne au Japon sa vocation de puissance régionale. Doit-on pour autant suspecter le Japon de revenir à ses anciens démons et de vouloir de nouveau se poser en gendarme de l'Asie ? Son armée, la FAD (Force d'auto-défense), la troisième au monde, le lui permettrait sans doute ; encore faut-il rappeler que le pacifisme reste très fort dans l'opinion publique et que la renonciation à la guerre est clairement exprimée dans l'article 9 de la constitution. Toujours fort d'une suprématie économique incontestable en Asie (avec les 25 premières banques asiatiques et un PIB égal à deux fois et demie ceux des autres pays de la zone), le Japon s'y implique de plus en plus politiquement. C'est tout d'abord une normalisation avec ses voisins à laquelle se sont attachés les Premiers Ministres qui se sont succédé ; c'est ensuite un dialogue toujours plus étoffé avec la Chine et notamment le développement d'activités commerciales. Enfin, Tokyo a un rôle de plus en plus actif au sein du forum régional de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), avec, notamment, l'initiative d'un ambitieux programme de coopération politique. Dans le cadre de la Coopération Economique de l'Asie-Pacifique (APEC), le Japon a réussi à faire adopter un plan d'action pour créer une vaste zone de libre-échange.

C'est la " doctrine Hashimoto ", avec la définition, pour la première fois depuis 1945, d'une zone d'influence japonaise s'étendant du golfe de Bengale à la mer des Philippines. Elle n'est que le reflet d'une situation de fait où la production japonaise s'est imposée, à l'instar de celle des Etats-Unis en Europe. Ce qui est nouveau pour le Japon, c'est qu'il assume et revendique même cette situation. Son autonomie vis à vis des Etats-Unis en est renforcée et lui permet d'afficher désormais des ambitions à l'échelon mondial.

322 - Un rôle mondial plus affirmé

Si les préoccupations politiques et économiques mobilisent une bonne part de l'énergie de l'archipel, le Japon ne renonce pas à se doter d'une influence diplomatique à la hauteur de sa puissance économique. Les relations avec l'Europe occidentale, encore insuffisantes, montrent quand même un souci d'être plus présent dans des instances comme le conseil de l'Europe. L'intérêt du Japon se reporte plutôt en direction de l'Europe Centrale, de la Russie et du Proche-Orient où il a participé au processus de paix à travers des dons conséquents aux Territoires occupés. Mais ses efforts sont surtout déployés afin de conquérir un siège de membre permanent du Conseil de Sécurité. Deuxième contributeur de l'organisation, au premier rang pour les contributions volontaires, le Japon ne ménage pas sa peine, mais se heurte toujours à la réticence de la Chine et à des barrières constitutionnelles, notamment

quant à la participation des forces militaires aux opérations de maintien de la paix. Toutefois, les nominations de Japonais à la tête de l'APRONUC, de l'Organisation Mondiale de la Santé et du Haut Commissariat pour les Réfugiés montrent la volonté forte du Japon de participer à la recherche de solutions aux grands problèmes internationaux, comme la lutte contre le SIDA, le désarmement, ou encore l'aide au Tiers Monde. Son action se manifeste bien sûr grâce à des dons financiers importants, mais aussi grâce à une attitude très offensive comme au sommet du G7 de Lyon où M. Hashimoto a proposé une " initiative pour le bien-être mondial " ou encore une " initiative japonaise vers l'Afrique ". Enfin, le Japon s'est particulièrement investi dans le domaine du désarmement, notamment lors du traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le Japon semble assumer un rôle diplomatique à la hauteur de son économie. Cette politique étrangère donne-t-elle l'image d'un pays en déclin, absorbé par ses problèmes intérieurs ? Elle semble au contraire être le révélateur d'un regain de confiance en soi et d'un nouvel élan.

33 - Un nouvel élan ?

Ce nouvel élan trouve paradoxalement sa source dans la révélation du " nippopessimisme ", à la une des plus grands journaux japonais, qui a eu le mérite de secouer une société anesthésiée et de donner un salutaire " coup de fouet ". Mais, surtout, il est rendu possible par la force, à peine ébranlée, de la machine économique japonaise.

331 - Une puissance économique qui demeure

Un des principaux torts qu'a eu la série d'articles consacrés au " crépuscule " du modèle nippon a été de faire l'amalgame entre la faillite indiscutable du système financier japonais et le déclin d'un pays. Il serait en effet abusif " d'enterrer " aussi rapidement une économie qui, malgré la tempête, reste la deuxième au monde.

Quelques exemples sont là pour le démontrer et relativiser des constats pêchant bien souvent par un excès de pessimisme : les grandes entreprises, à l'instar de Toyota qui pourrait s'acheter trois fois Renault, conservent une puissance considérable ; le PIB du Japon est encore équivalent à dix fois celui de la Chine ; les exportations n'ont jamais été aussi fortes ; enfin l'archipel conserve une réserve faramineuse en bons du trésor.

Laissons la parole à Makoto Utsumi, professeur d'économie et ancien vice-ministre des Finances : " Depuis trois ans, les courbes représentant les offres d'emploi et les heures supplémentaires travaillées accusent toutes une progression constante ! Les sept mille salariés de Yamaichi ont certes été licenciés, mais ils ont déjà reçu neuf mille offres d'emploi ".

Un indice à l'aune duquel on peut juger la puissance économique du Japon est la répercussion, faible pour l'instant, de la crise qui secoue les places financières asiatiques. Son développement, dans lequel le Japon a une lourde responsabilité en ayant prêté à des taux d'intérêt les plus faibles du monde (0,5%), montre s'il en était besoin que le Japon " compte " toujours dans cette région et qu'il reste le " poids lourd " de l'Asie.

A la différence des Tigres d'Asie du Sud-Est, dont les bonnes performances commerciales ont peut-être donné l'illusion d'une puissance industrielle, les fondamentaux de l'économie japonaise restent bons. Ainsi, si Hongkong ou Séoul sont sinistrées, Tokyo tient bon. Tout au plus, un recul de 0,3% du PIB est envisagé. Les investissements et les prêts japonais sont pourtant importants dans la région ; l'effet marginal de cette crise peut être une conséquence de l'adaptation de l'économie, avec notamment des délocalisations qui profitent aux entreprises avec l'abaissement sensible des coûts de production.

-

332 - Une nécessaire adaptation à la globalisation

La réaction à la crise asiatique sera en fait un test permettant de juger du nouveau Japon qui semble se dessiner. La crise, qui secoue l'archipel depuis cinq ans n'est-elle pas le point de passage obligé pour mener des transformations en profondeur et réussir une mutation que tous appellent de leurs vœux ? S'il est encore trop tôt pour comparer cette évolution au saut dans la modernité de la période Meiji, il n'en demeure pas moins que le Japon s'ouvre et mène, avec des hauts et des bas, une nécessaire adaptation à la globalisation.

On a vu les conséquences de la déréglementation avec plus de chômage et l'apparition de SDF... La société japonaise reste malgré tout très sûre, avec une violence sociale quasiment inexistante, et très homogène, 90 % des Japonais estimant appartenir aux classes moyennes.

La jeunesse " se cherche " mais est bien loin d'une révolte contre la société. Le mécontentement a augmenté (la popularité du gouvernement est en chute avec 35% de satisfaits), mais il symbolise une révolution silencieuse qui sonne le glas de la " société corsetée ". D'eux-mêmes, les japonais renoncent de plus en plus aux systèmes de l'ancienneté ou de l'emploi à vie. Symbole de l'ouverture japonaise, la propension à voyager se développe ; elle a été multipliée par 25 en 20 ans. La réciproque est vraie tant les produits étrangers ont fait leur entrée sur l'archipel. Le made in Italy, par exemple fait fureur, symbolisant une nouvelle décontraction. C'est ainsi qu'émerge du vieux collectivisme un Japon fondé de plus en plus sur l'entreprise et la responsabilité individuelles. Symbole d'une crise des valeurs, cette inflexion n'est peut-être qu'une adaptation salutaire et indispensable à la modernité.

Ce pays est d'évidence en mutation ; en crise sans doute, mais pas " en panne ". Ou alors comment expliquer le formidable boom de certaines régions comme Kyushu, l'île la plus méridionale ! A elle seule, elle produit un dixième des composants électroniques mondiaux et elle a drainé plus de 400 000 visiteurs étrangers en 1995, deux fois plus qu'en 1985. Les investissements pour la recherche et le développement ont baissé dans le secteur industriel mais ils ont progressé dans les domaines les plus porteurs actuellement comme le multimédia ou la biotechnologie. Sur les dix premiers dépositaires de brevets dans le monde, huit sont des entreprises japonaises...

CONCLUSION

Le système bancaire japonais est malade, la consommation n'est toujours pas revenue et la croissance ne s'est pas durablement installée. Depuis cinq ans, et malgré le sursaut de 1996, le Japon est en crise. Mais l'Allemagne aussi avec un taux de chômage record ! Est-elle pour autant en déclin ? Rien n'est moins sûr, de même que la situation du Japon, si elle est préoccupante, ne préjuge en rien de sa formidable capacité d'adaptation.

D'aucuns disent que le Japon ne peut se réformer qu'après des crises et que son histoire est faite d'alternance de longues périodes d'inactivité suivies de brusques explosions créatrices. Cela a d'abord été la renaissance du 15^e siècle, puis la formidable adaptation à la modernité de l'ère Meiji qui succédait à la crise et à 250 ans de fermeture au monde. C'est enfin la reconstruction de 1945 qui a engendré le miracle japonais en transformant un pays détruit en seconde puissance économique mondiale.

L'éclatement de la bulle spéculative et ses conséquences permettrait ainsi au Japon de " boucler la boucle " en réussissant sa troisième ouverture et en s'alignant définitivement sur les démocraties occidentales non plus seulement dans le domaine économique, mais aussi et surtout dans ceux du politique et du social.

Les Japonais possèdent tous les atouts pour mener à bien cette nouvelle transformation, sous réserve de reprendre confiance et d'affronter des questions trop longtemps éludées à propos du futur de leur économie, de la forme que doit avoir leur système politique et de la place qu'ils occupent dans le monde. Des réponses données, dépend son avenir.

BIBLIOGRAPHIE

-

-

-

Japan Almanac 1997. Tokyo : Asahi Shimbun. 327 pages

SABOURET, Jean-François. L'état du Japon. La Découverte. 455 pages

Périodiques

LE POINT. "Dossier : Japon, l'empire du doute", 8 novembre 1997 : p. 71-82

SPECTACLE DU MONDE. "Dossier : La nouvelle aurore du Soleil-Levant", septembre 1997 : p. 35-49

THE ECONOMIST. "Dossier : Tomorrow's Japan", juillet 1996 : p. 3-21

NEWSWEEK. "Stuck in Their Ways", 9 juin 1997 ; "The Big Bang Blues", 22 septembre 1992

FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW. "To have and to Hold", 13 mars 1997 ; "No, Thanks", 3 avril 1997

LA TRIBUNE. "Le Japon au bord de la faillite", 2 avril 1997

LE MONDE. Articles des 03/01, 20/03, 02/04, 07/04, 06/06, 13/06, 14/06, 29/06, 18/07, 13/09, 18/09, 29/10, 03/11 et 15/12/97.

LES ECHOS. Articles des 04/03, 07/03, 01/04, 16/06, 20/08, 21/10 et 27/10/97.

SOMMAIRE

INTRODUCTION

I - UN PAYS EN CRISE

11 - La tempête des années 90

111 - L'éclatement de la bulle financière

112 - L'embellie de 1996 : une courte rémission

12 - Une économie toujours malade

121 - Un pays au bord de la faillite

122 - La consommation en panne

123 - Des entreprises minées par la corruption

13 - Une société en proie au doute

131 - La perte de confiance dans un pays

132 - Une perte de repères ?

133 - Le vieillissement de la population

II - LA REMISE EN CAUSE DU MODELE JAPONAIS

21 - Un modèle social qui ne fait plus recette ?

211 - La fin d'un système

212 - Le poids du modèle social japonais

213 - L'individualisme sonne le glas du modèle collectiviste

22 - Un système politique à revoir

221 - Une bureaucratisation à outrance

222 - La sclérose du système politique

23 - Un blocage structurel

231 - Un modèle d'économie archaïque

232 - Des résistances structurelles à l'ouverture et à la déréglementation

233 - Une économie duale source de déséquilibre

III - LES CONDITIONS D'UN NOUVEAU DEPART

31 - La prise de conscience de la nécessité de réformes

311 - Le " big bang " financier

312 - Des réformes tous azimuts

32 - Vers un rôle diplomatique plus affirmé

321 - Le Japon, de nouveau gendarme de l'Asie ?

322 - Un rôle mondial plus affirmé

33 - Un nouvel élan ?

331 - Une puissance économique qui demeure

332 - Une nécessaire adaptation à la globalisation

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

1

1

1

1

2

2

2

3

3

4

4

4

5

5

5

5

6

6

6

6

7

8

8

8

8

9

9

9

10

10

11

11

12

12

12

13

14